

France-Japon-délocalisation-grève-faim,PREV

Le Japonais Toyo Aluminium rejette les accusations du député Lassalle (PAPIER GENERAL)

Par Karyn POUPEE

TOKYO, 3 avr 2006 (AFP) - Le groupe japonais Toyo Aluminium a catégoriquement démenti lundi les allégations du député français Jean Lassalle, qui affirme que l'entreprise s'apprête à délocaliser une usine située dans sa circonscription et qui observe une grève de la faim depuis près d'un mois.

Toyo Aluminium n'envisage absolument pas de délocaliser l'usine de sa filiale Toyal Europe située à Accous, dans la vallée d'Aspe (sud-ouest de la France), mais prévoit au contraire d'y réaliser des extensions si possible, a assuré le groupe.

"Nous n'avons nullement l'intention de quitter Accous. Au contraire, nous avons des projets pour renforcer nos activités en France, y compris à Accous", a déclaré à l'AFP un porte-parole de Toyo Aluminium au Japon.

Le député UDF béarnais Jean Lassalle observe depuis le 7 mars une grève de faim pour protester contre la "délocalisation à terme" de l'usine Toyal, qui emploie 150 personnes dans son canton d'Accous, vers le bassin industriel de Lacq situé 65 km plus loin.

Toyal Europe et Toyo Aluminium considèrent ces accusations comme infondées.

"Nous demandons une fois encore au député Lassalle de comprendre rapidement que ses allégations quant au départ de Toyal Europe d'Accous s'appuient sur un total malentendu", a souligné le porte-parole du groupe japonais.

La direction de Toyo Aluminium à Osaka (ouest du Japon) refuse pour le moment toute entrevue avec le député français, jugeant son attitude déloyale.

"Tant que ce monsieur ne cessera pas son mouvement actuel (de grève de la faim, ndlr), personne chez Toyo Aluminium ne prendra la décision de le rencontrer", a expliqué le porte-parole.

La semaine dernière, M. Lassalle a indiqué que des discussions étaient en cours pour envoyer une délégation d'élus de la Vallée d'Aspe au Japon. "J'ai suggéré à mes amis de se mettre en relation avec les vrais responsables de Toyal au Japon, avec les responsables des actionnaires japonais à Osaka, pour leur expliquer le cas", a-t-il dit.

Le directeur général de Toyo Aluminium, Masao Imasu, est venu en France le 23 mars dernier pour prendre la mesure de la situation, et apporter son soutien au directeur de sa filiale Toyal Europe, Hervé Lelièvre.

La position de Toyo Aluminium n'a pas varié depuis la visite de M. Imasu en France, a précisé le porte-parole du groupe au Japon.

Le groupe a affirmé vouloir "garder le site d'Accous" et s'est déclaré "prêt à acquérir un terrain voisin", pour preuve de sa bonne foi.

Pour apaiser la tension, Toyal Europe avait annoncé la semaine dernière la suspension jusqu'au 15 mai de son projet d'achat d'un autre terrain dans le bassin industriel de Lacq, dans le but d'étudier la faisabilité d'une extension à Accous même.

Toyal Europe devait acquérir un terrain auprès du groupe Total qui exploite des champs gaziers à Lacq.

Cette étude aura pour objet de vérifier si Toyal Europe peut ou non réaliser l'extension de sa production, initialement prévue à Lacq, sur son site actuel d'Accous, avait alors précisé M. Lelièvre.

Le député Lassalle, soutenu par les maires de la Vallée d'Aspe, a néanmoins décidé la poursuite de sa grève, jugeant qu'il s'agissait d'une mascarade et réclamant que Toyal Europe annule purement et simplement son projet de création d'un site dans le bassin de Lacq au

profit du site d'Accous.

"Que M. Lassalle poursuive son mouvement sur la base d'un malentendu est une chose extrêmement regrettable. En outre, nous nous inquiétons pour son état de santé au cas où il continuerait dans cette voie", a affirmé à l'AFP le porte-parole de Toyo Aluminium au Japon.

kap/agr/ia

AFP